

MAÎTRE D'OUVRAGE



OBJET

ACCORD-CADRE MONO ATTRIBUTAIRE À BONS DE COMMANDE

**SURVEILLANCE ET ENTRETIEN DES
17 POSTES DE REFOULEMENT DES EAUX USEES
1 POSTE DE REFOULEMENT DES EAUX PLUVIALES
2 OUVRAGES DE DEPOLLUTION
5 SONDES DE MESURES DE DEBIT
1 SONDE HYDROCARBURE
2 PUIITS DES SIPHONS SOUS L'OISE
OUVRAGES DIVERS**

REGLEMENT DE CONSULTATION – RC

APPEL d'OFFRE OUVERT à BONS DE COMMANDE

Date et heure limites de réception des offres :

Le LUNDI 13 MAI 2024 à 12H00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : QUALITE DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.1 – PRESENTATION GENERALE	3
2.2 – CODES CPV	3
ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
3.2 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
3.3 – VARIANTES ET OPTIONS	4
3.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	5
3.5 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
3.6 - DUREE DU MARCHÉ	5
3.7 – DELAIS DE LIVRAISON ET D’EXECUTION	5
ARTICLE 4 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
4.1 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
4.2 - MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES PAR VOIE ELECTRONIQUE	6
4.3 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	6
ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
5.1 - AU TITRE DE LA « CANDIDATURE »	7
5.2 - AU TITRE DE L’ « OFFRE »	9
ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	9
6.1 - CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES	9
6.2 - CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	10
ARTICLE 7 : CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	12
7.1 - REMISE DES PLIS PAR VOIE ELECTRONIQUE	12
ARTICLE 8 : ATTRIBUTION DU MARCHÉ	14
ARTICLE 9 : VISITE SUR SITE	14
ARTICLE 10: RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	15
10.1- RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES	15
10.2- VOIES DE RECOURS	15

Article 1 : Qualité du pouvoir adjudicateur

Entité Adjudicatrice :

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE PARMAIN L'ISLE ADAM

Siège : Mairie de L'Isle Adam – 45 Grande Rue – 95290 L'ISLE ADAM

Adresse administrative : 1, avenue Jules Dupré - 95290 L'ISLE-ADAM

Tél. : 01.34.69.17.06 – Mail : contact@siapia.fr

Représenté par **M. Le Président du S.I.A.P.I.A : M. Michel ARMAND**

Maitre d'œuvre

SASU ACTEON

201 rue de Chambly

95340 RONQUEROLLES

Représentée par M. Olivier ROUILLARD

Article 2 : Objet de la consultation

2.1 – Présentation générale

La présente consultation est la 532^{ème} opération d'assainissement du S.I.A.P.I.A, à savoir,

Accord cadre mono-attributaire à bons de commande pour les missions de surveillance et entretien des 17 postes de refoulement des eaux usées, 1 poste de refoulement des eaux pluviales, 2 ouvrages de dépollution, 5 sondes de mesure de débit, 1 sonde hydrocarbure, 2 puits des siphons sous l'Oise et ouvrages divers.

Le lieu d'exécution des prestations correspond au territoire du S.I.A.P.I.A, composé des communes de PARMAIN et de L'ISLE-ADAM

L'accord cadre est conclu pour une période d'un (1) an à compter de la date la signature de l'acte d'engagement.

Le marché peut être reconduit par période d'un an, dans la limite de trois reconductions.

La description des services et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et au Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des interventions, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites en mairie de L'Isle Adam, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au Pouvoir Adjudicateur du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

2.2 – Codes CPV - Références

Une **liste des principales références de prestations similaires exécutées au cours des trois dernières années avec la copie des certificats de capacité ou équivalent**, indiquant le montant annuel, la date et le destinataire public ou privé (préciser les coordonnées des personnes à contacter). Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique

Code CPV	Description
50512000-7	Service de réparation et d'entretien de vannes
90480000-5	Service de gestion du réseau d'assainissement
39350000-0	Equipement de réseau d'assainissement

Article 3 : Conditions de la consultation

3.1 - Etendue de la consultation

La présente consultation est passée selon un appel d'offre ouvert en application des articles L2124-2 et R2162-5 du Code de la commande publique.

3.1.1- Montant des commandes pour la durée initiale

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant minimum mais avec un montant maximum suivant sur la durée globale de l'accord-cadre conformément aux articles L. 2125- 1-1, R. 2162-1 et suivants et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Marché	Montant minimum en € HT	Montant maximum en € HT sur 4 ans
532^{ème} opération	- €	750.000.00 €

Il ne sera accordé aucune indemnité au titulaire si le montant maximal mentionné ci-dessus, n'est pas atteint.

3.2 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots. La dévolution en lots séparés étant de nature à rendre l'exécution du marché difficile et pouvant engendrer pour le syndicat des coûts supplémentaires.

L'entrepreneur fournira tout le personnel, tout le matériel et tous les matériaux nécessaires aux prestations à sa charge

3.3 – Variantes et options

Les variantes ne sont pas autorisées.

Aucune option éventuelle n'est à chiffrer dans le cadre de la présente consultation.

3.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra **indiquer tous les sous-traitants** connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

L'offre sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement solidaire ou conjoint.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités. Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

3.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

3.6 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée **d'un an à la date de la signature de la notification**.

Le marché peut être reconduit par période d'un an, dans la limite de trois reconductions.

La reconduction du marché pour une période d'un an se fera de **manière tacite**.

Le titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction.

La non reconduction du marché par le pouvoir adjudicateur à la fin de l'une des deux premières périodes ne constitue pas une résiliation du marché. Elle met fin au marché, sans indemnité pour le titulaire. La notification d'une telle décision se fera, **avec un préavis de deux mois**, par lettre recommandée avec avis de réception.

3.7 – Délais de livraison et d'exécution

Le délai d'exécution des commandes sera fixé sur les bons de commandes ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution seront fixés dans les conditions définies aux articles du C.C.T.P.

Article 4 : Dossier de consultation des entreprises

4.1 - Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des documents suivants :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U)
- Le détail quantitatif estimatif (D.Q.E)
- Liste et plan de situation des déversoirs d'orage
- Liste et plan de localisation des postes de refoulement eaux usées et eaux pluviales
- Liste et plan de localisation des vannes et clapets anti-retour
- Liste et plan de localisation des puisards

- Liste et plan de localisation des séparateurs à hydrocarbures
- L'inventaire à fin 2023

Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures Courantes et Services (CCAG de 2021), applicable au présent marché et non joint au dossier est présumé connu du soumissionnaire. Il est disponible à l'adresse internet suivante : <http://www.legifrance.gouv.fr>.

4.2 - Mise à disposition du dossier de consultation des entreprises par voie électronique

Conformément à l'article R2132-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<http://www.marches-securises.fr>

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par l'intermédiaire du profil acheteur.

Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations.

Les courriers vous seront transmis par la plateforme marchés sécurisés qui doit être déclarée dans vos expéditeurs autorisés et dans vos contacts personnels, afin d'éviter les blocages lors de l'évolution de votre anti-spam. Lorsque les courriels sont transmis par Lettre Recommandée Electronique (LRE), la date d'envoi en LRE est la date de notification.

L'adresse courriel indiquée lors de votre inscription sera utilisée pour vous adresser les modifications ou informations complémentaires survenant en cours de procédure.

Il vous appartient de relever régulièrement votre courrier électronique. Rendez-vous régulièrement sur votre espace, toute votre correspondance y est répertoriée. Vous serez ainsi sûr de ne pas être filtré par un anti-spam intempestif.

La responsabilité de l'acheteur public ou du profil acheteur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas consulté ses messages en temps utile, s'il a fait un retrait anonyme, ou s'il a mis en place un système qui valide les courriers reçus de façon automatique, à son insu.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

4.3 - Modification de détail au dossier de consultation des entreprises

4.3.1 - De la part du candidat

Les candidats sont dans l'obligation de présenter une offre conforme à la demande du pouvoir adjudicateur.

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **7 jours** avant la date limite de remise des candidatures et des offres, une demande écrite via la plateforme de dématérialisation profil acheteur au S.I.A.P.I.A : <http://www.marches-securises.fr>.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres

4.3.2 - De la part du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Parmain L'Isle Adam

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation en respectant un délai minimal de 5 jours calendaires décomptés à partir de la date d'envoi de l'additif à tous les candidats, jusqu'à la date limite de remise des candidatures et des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Les modifications seront alors notifiées dans la même forme aux candidats (via le profil acheteur du S.I.A.P.I.A) qui devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si la date pour la remise des candidatures et des offres est reportée au cours de l'étude du dossier, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 5 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

5.1 - Au titre de la « candidature »

En application des articles L. 2142-1, R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique et de l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, l'opérateur économique doit produire les documents et/ou renseignements rédigés en langue française suivants :

- 1. une lettre de candidature et d'habilitation du candidat individuel ou du mandataire par ses co-traitants le cas échéant, établie sur papier libre ou sur l'imprimé DC1,**
- 2. des renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat ou l'imprimé DC2,**
- 3. le candidat pourra également fournir au stade des candidatures, sans qu'il ne lui soit fait préjudice en cas d'absence, les pièces visées aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique.
Si ces pièces ne sont pas fournies à ce stade, elles seront demandées au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché en application de l'article 8 du présent règlement de la consultation.**

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, l'opérateur économique est invité à fournir les renseignements et /ou documents suivants :

- Déclaration concernant le **chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles,
- Attestations d'**assurance** pour les risques professionnels et responsabilité civile,

- Déclaration indiquant les **effectifs** moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ainsi que les titres et qualifications des personnels,
- Déclaration indiquant **l'outillage, le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature,
- Présentation d'une liste des **principales prestations exécutées au cours des trois dernières années**, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations exécutées sont prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut par une déclaration de l'opérateur économique.
- **Certificats** établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des prestations par des références à certaines spécifications techniques,

NOTA : Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (sous-traitants) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, l'opérateur économique se portant candidat produit les mêmes documents concernant lesdits opérateurs économiques que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur dans la candidature. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités desdits opérateurs économiques pour l'exécution du marché, l'opérateur économique se portant candidat produit un engagement écrit de chacun de ces opérateurs économiques.

A titre indicatif, certaines des informations demandées ci-dessus sont reprises dans les formulaires "Lettre de candidature DC1", "Déclaration du candidat DC2" (Tous ces documents sont téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Le document Unique de Marché Européen (DUME) :

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du code.

Marche à suivre pour compléter le DUME :

- Rendez-vous sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
- Cliquez sur le bouton « entreprise »
- Cliquez sur « Créer un DUME »
- Complétez votre identifiant et votre pays et cliquez sur suivant.
- Parcourez le formulaire et répondez aux questions des différentes parties.
- Le pouvoir adjudicateur autorise le candidat à déclarer qu'il satisfait aux conditions de participation, sans fournir d'informations particulières sur celles-ci en application du code de la commande publique. Dès lors, à la question « Je souhaite remplir les critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation » répondez « non ».
- Si vous répondez à l'ensemble des critères de sélection, cochez la case correspondante.
- Après avoir complété l'entièreté du formulaire, cliquez sur « Aperçu » pour visualiser le formulaire. Ensuite, cliquez sur « finaliser ». Vous pourrez exporter le DUME en format PDF. ou XML.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition qu'ils confirment que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Le candidat justifie de ses qualifications en présentant les certificats stipulés ci-dessus ou par tout moyen équivalent, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate.

En cas de groupement d'entreprises, l'appréciation des conditions de participation est globale, le dossier de candidature devra comporter, outre les pièces demandées ci-dessus, une habilitation expresse du mandataire par ses cotraitants.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

5.2 - Au titre de l' « offre »

- Un pouvoir de signature, daté et signé + cachet de la société si le signataire n'est pas le président, directeur de la société candidate,
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché, à dater et signer, par le représentant qualifié de l'opérateur économique,
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) : ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé, par le représentant qualifié de l'opérateur économique,
- le bordereau des prix unitaire (B.P.U.) : à compléter, dater et signer (cachet de la société) par le représentant qualifié de l'opérateur économique,
- Le détail quantitatif estimatif (D.Q.E) : à compléter, dater et signer (cachet de la société) par le représentant qualifié de l'opérateur économique,
- Le candidat devra impérativement remettre le **DQE sous format.XLS sans aucune modification.**
- un mémoire technique justificatif et explicatif conformément aux prescriptions du CCTP mentionnant :

Un mémoire Technique justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations.

- Le candidat reprendra tous les points cités à l'article 6.2 jugement des offres

Tout document que l'opérateur économique juge utile de joindre à l'appui de son offre.

Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres

6.1 - Critères de jugement des candidatures

Dans le cas d'absence d'une ou plusieurs pièces devant figurer dans le pli contenant la candidature, détaillées à l'article 5.1, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats de compléter leur dossier, dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables à compter de la réception de la demande faite par courrier électronique.

Les documents demandés dans le cadre d'une régularisation seront transmis au S.I.A.P.I.A par voie électronique.

A défaut de production du ou des documents demandés dans le délai fixé, la candidature sera déclarée irrecevable.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du Code de la commande publique ou qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions figurant ci-dessus, produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces mentionnées à l'article 5.1 du présent règlement de la consultation, ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Ne seront pas admises lors de l'ouverture par le Pouvoir Adjudicateur :

- les candidatures qui ne présentent pas de garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes pour exécuter le marché.

6.2 - Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues au Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères intervenant au stade du jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

1. Critère prix : 40 %

La comparaison des prix sera effectuée sur la base des prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires.

Prix des Prestations (PP) comptant pour 40 % de la valeur globale de l'offre sur la base de la grille d'évaluation qui sera établie par le maître d'ouvrage.

La notation pour ce critère, résulte de l'application de la formule suivante : $PP = v \times (p_0/p)$

Où : - **v** est la valeur maximale de la note (100)

- **P₀** est le montant de l'offre la moins disante

- **P** est le montant de l'offre du candidat

Les offres présentant un ou plusieurs prix anormalement bas pourront faire l'objet d'une demande écrite de précisions. Elles pourront être rejetées dès lors que les explications ne seront pas fournies dans les délais demandés ou dès lors que ces explications n'apparaîtront pas satisfaisantes.

2. Critère valeur technique : 60%

La qualité de l'offre sera notamment appréciée en fonction de l'adéquation des services proposés aux besoins du S.I.A.P.I.A :

La note attribuée à ce critère sera calculée en fonction des sous critères énumérés ci-après. En cas d'absence totale de renseignements visés dans le mémoire justificatif, l'opérateur économique sera invité à compléter son offre. Si après demande de complément, aucun des renseignements n'est fourni l'offre sera jugée irrégulière.

En cas de mémoire justificatif incomplet, chaque élément manquant et non fourni se verra attribuer la note de 0, note non éliminatoire dans ce cadre.

Le mémoire technique sera apprécié au regard des références présentées par les candidats se rapportant à l'objet du marché.

Le mémoire technique devra comprendre :

- Une note indiquant les moyens humains et matériel que le prestataire s'engage à mobiliser pour l'exécution de ces prestations avec les sous-détail du temps passé par ouvrage (Moyens humains encadrement compris le personnel permanent d'encadrement et d'exécution prévu avec mention de leurs qualifications notamment pour ouvrir et travailler sur les armoires électriques et le matériel affecté à ce contrat : **10 points**
- Une note explicative pour ce qui concerne l'organisation de la filière d'élimination des déchets, des hydrocarbures, des déchets verts, des sables, des graisses et des refus de dégrillage : **10 points**
- Une note explicative pour l'assistance technique et l'initiation des personnels du SIAPIA article 4.4 du C.C.T.P : **5 points**
- Une note sur les moyens mis en œuvre par l'opérateur économique pour ouvrir un site client sur Internet, permettant au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre d'accéder de manière quotidienne à l'ensemble des données de télégestion et autres objet du présent marché ; **5 points**
- Une note explicative pour l'entretien des abords, des accès aux ouvrages, la périodicité des passages l'entretien des espaces verts sans produits phytosanitaire dans les enceintes et en périphérie des ouvrages à minima sur 1.00ml de largeur au-delà des clôtures, la périodicité : **5 points**
- Moyens d'alertes et d'informations au quotidien du SIAPIA et de son représentant utilisés par l'opérateur économique pour garantir le bon fonctionnement des installations, l'utilisation de la télégestion des ouvrages équipés ou non pour y parvenir, les contrôles effectués quotidiennement pour s'assurer de l'absence de dysfonctionnement sur l'ensemble des ouvrages, les constatations des écarts anormaux sur les volumes temps de pluie temps sec sur les postes et sur les différents points de mesure, la surveillance particulière du point A2 pour éviter les rejets en Oise par temps sec et par temps de pluie. Les moyens, le délai d'intervention et de réactivité suite à un débordement sur le point A2 par temps sec et l'envoi d'une équipe pour effectuer un prélèvement obligatoire et les analyses en laboratoire COFRAC : **20 points**
- Un modèle détaillé de chaque rapport demandé au C.C.T.P : **10 points**
- Les astreintes mise en place pour assurer 24H00 / 24, 365 jours par an une intervention en urgence en moins de 2H00 ; **5 points**
- L'organisation mise en place pour les contrôles des installations électriques, des pompes, des poires de niveau, les contrôles réglementaires sur les appareils de détection de gazs, l'entretien des différents ouvrages (Vannes – Clapets – Limiteurs de débit) ; **10 points**
- Une note détaillée indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène pour la réalisation de certaines prestations (ouverture de regards sous voie circulée, risque d'H2S ou autres, descente à l'intérieur d'un ouvrage etc...), fourniture d'un modèle de plan de prévention ; **10 points**
- La démarche qualité décrite point par point que l'opérateur économique compte suivre pendant la durée de l'accord-cadre et les moyens de contrôle interne mis en œuvre, l'information du maître d'ouvrage ou de son représentant et la qualité de présentation du mémoire technique : **10 points**

Ce critère sera apprécié selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Note obtenue par le candidat}}{\text{Note maximale pouvant être obtenue}} \times 60 \%$$

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

L'offre considérée comme économiquement la plus avantageuse sera celle obtenant la meilleure note sur l'ensemble des critères pondérés.

En cas d'égalité de la note globale pondérée, l'offre ayant obtenu la meilleure note concernant le prix des prestations obtiendra le meilleur classement.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise pourra être invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

7.1 - Remise des plis par voie électronique

Depuis le 1^{er} octobre 2018, les opérateurs économiques doivent transmettre obligatoirement leur offre par voie électronique.

Cette transmission sera réalisée sur la plateforme profil acheteur au S.I.A.P.I.A : <http://www.marches-securises.fr>
La transmission des offres par message électronique (sur la boîte mail du service des marchés publics, par exemple) n'est pas autorisée.

Sauf demande expresse, la transmission des documents sur un support physique électronique (USB) n'est pas autorisée.

Transmission électronique :

Les frais d'accès au réseau et le recours à la signature électronique sont à la charge du candidat.

Pour éviter la survenance d'aléas au cours de la transmission des plis, les candidats ont la possibilité de consulter sur le profil acheteur les prérequis techniques.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur les délais de téléchargement et de chiffrement inhérents à la transmission électronique des offres via la plate-forme, en fonction de la taille de l'offre déposée, des capacités techniques du matériel, du type de raccordement à Internet, du trafic sur le réseau Internet.

Présentation des dossiers et format des fichiers :

La transmission par voie électronique de l'offre devra respecter les conditions de forme applicables à la transmission d'un support papier.

A ce titre, le fichier comprenant les documents de la candidature doit s'intituler « candidature-nom de l'entreprise ». Le fichier comprenant les documents de l'offre doit s'intituler « offre-nom de l'entreprise ».

Formats des fichiers :

Les candidats doivent respecter les recommandations suivantes :

- o Les formats des fichiers doivent être « compatibles » PC ;
- o les formats des fichiers acceptés sont les suivants : Word, Excel, Adobe Acrobat ;
- o ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo, autocad ;
- o ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- o faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse.

Signature :

En application de l'Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature électronique n'est pas requise dans le cadre du présent marché public. Le pouvoir adjudicateur demandera au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché de fournir les pièces de l'offre avec signature manuscrite originale.

En cas de signature électronique, il est recommandé aux candidats de vérifier leur certificat de signature et leur conformité aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019.

Attention, si plusieurs documents sont introduits dans un seul fichier (type ZIP) ils devront faire l'objet d'une signature individuelle préalable avec un outil approprié si le règlement de consultation exige la signature de ces pièces.

En cas de groupement, chaque membre doit signer ses propres documents.

Copie de sauvegarde :

Les candidats ont la faculté de faire parvenir au pouvoir adjudicateur une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier, doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Si les candidats ont fait parvenir, dans le délai imparti, une copie de sauvegarde, elle peut être ouverte en lieu et place du pli électronique. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

« Copie de sauvegarde – intitulé du marché – Nom ou dénomination du candidat ».

Cette copie de sauvegarde doit être adressée à : S.I.A.P.I.A – Direction Générale des Services - 1 Avenue Jules Dupré - 95290 L'ISLE-ADAM.

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés suivants, à l'adresse ci-dessus : du lundi au vendredi : 9h00 - 12h00 / 14h00- 17h00

Sauf le mercredi 9h00- 12h00 et le dernier jour de remise des plis : 9h00- 12h00.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants et sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais et identifiée comme telle :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la candidature ou l'offre transmise par voie électronique. La preuve de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais ;
- Lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique et n'a pu être ouverte.

Virus :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Matérialisation :

A l'issue de l'ouverture des plis, la candidature et l'offre de l'entreprise déclarée attributaire feront l'objet d'une matérialisation qui aura pour effet de transformer l'offre électronique en offre papier. L'offre ainsi matérialisée donnera lieu à la signature manuscrite du marché entre les parties.

Horodatage :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Après le dépôt du pli sur la plateforme, un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique, donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est : GTM/UTC +1.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent document ne seront pas retenus.

Article 8 : Attribution du marché

Conformément à l'article R2144-4 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra justifier ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner en produisant les documents visés aux articles R 2143-6 à R2143 -10 du code précité.

Afin d'accélérer les délais de procédure, les candidats peuvent produire ces documents et informations dès le dépôt des plis.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 5 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, les pièces visées aux articles R 2143-6 à R2143 -10 du code de la commande publique à savoir notamment :

- une attestation délivrée par tout organisme compétent établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datée de moins de 6 mois.
- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
- un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

*Nota : Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci produit les pièces mentionnées aux articles R 2143-6 à R2143 -10 du code de la commande publique dans un **délai de cinq jours francs à compter de la réception de la demande du S.I.A.P.I.A.** L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise ces pièces.*

A défaut de communication de ces éléments, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché à l'entreprise suivant le classement du rapport d'analyse des offres.

Article 9 : Visite sur site

Sans objet

Article 10: Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours ouvrés avant la date limite de remise des plis, une demande directement sur la plateforme de dématérialisation dans les conditions suivantes :

les candidats s'engagent à prendre entièrement connaissance des pièces de la consultation, des documents qui y sont cités et, le cas échéant, contacteront toutes les Administrations et Autorités concernées par le présent accord-cadre. Ils ne pourront arguer d'aucune imprécision pour réclamer une quelconque modification de leur offre (y compris financière).

Dans le cas où la rédaction des pièces leur apparaîtrait anormale ou ambiguë, ou pour les questions techniques, il appartient aux candidats de le signaler par courriel au S.I.A.P.I.A au plus tard 8 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres en utilisant la plateforme de dématérialisation.

Une réponse sera adressée sur la plateforme de dématérialisation au plus tard 3 jours ouvrés avant la date fixée pour la réception des offres à tous les candidats ayant retiré le dossier. Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article du présent document qui y est relatif.

10.1- Renseignements administratifs et techniques

Syndicat Intercommunal d'assainissement de Parmain L'Isle Adam

1 avenue Jules Dupré - 95290 L'ISLE ADAM

Tel : 01 34 69 17 06

Courriel : contact@siapia.fr

URL: <https://www.marches-securises.fr>

10.2- Voies de recours

Organe chargé des procédures de recours

Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Cergy Pontoise

Adresse : 2-4 Boulevard de l'Hautil 95000 Cergy Pontoise

Tel : 01 30 17 34 00

Fax : 01 30 17 34 59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

URL: <http://www.ta-cergyponoise.fr>

Introduction des recours

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Cergy Pontoise

Adresse : 2-4 Boulevard de l'Hautil 95000 Cergy Pontoise

Tel. : 01 30 17 34 00

Fax : 01 30 17 34 59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Adresse internet : <http://www.ta-cergyponoise.fr>.

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Référé précontractuel avant la signature du marché (articles L551-1 et suivants du code de justice administrative) ;
- Référé-contractuel dans un délai d'un mois à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché, ou à défaut, dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (articles L 551-3 à L

551-23 et R 551-7 à R 551-10 du code de justice administrative) ;

- Recours en contestation de la validité du contrat : auprès du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 04 avril 2014 n° 358994 « Département du Tarn-et-Garonne » par tout tiers justifiant d'un intérêt lésé contestant la validité de tout ou partie du marché conclu assorti, les cas échéants, d'un référé suspension en application de l'article L.521-1 du code de justice administrative et de demandes indemnitaires, dans un délai de deux mois à compter de la publication suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Ce recours peut être assorti d'une demande indemnitaire ;
- Recours gracieux à l'encontre des décisions faisant griefs dans les deux mois de leur publication ou de leur notification ;
- Recours pour excès de pouvoir à l'encontre des décisions faisant grief dans les deux mois de leur publication ou de leur notification (article R421-1 du code de justice administrative) ;
- Recours en contestation d'une décision de refus de résiliation d'un contrat : auprès du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 juin 2017 n°398445 par tout tiers justifiant d'un intérêt lésé de façon suffisamment directe et certaine par la décision de refus de résiliation, dans un délai de 2 mois à partir de la décision expresse ou implicite de refus de résiliation ;
- Recours de pleine juridiction, accompagné le cas échéant de demandes indemnitaires, dans les deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ; dès la signature du contrat, le concurrent évincé n'est plus recevable à déposer un recours pour excès de pouvoir ;
- Recours indemnitaire après demande préalable au pouvoir adjudicateur, dans le délai de déchéance quadriennale.

Le code de justice administrative est consultable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>.